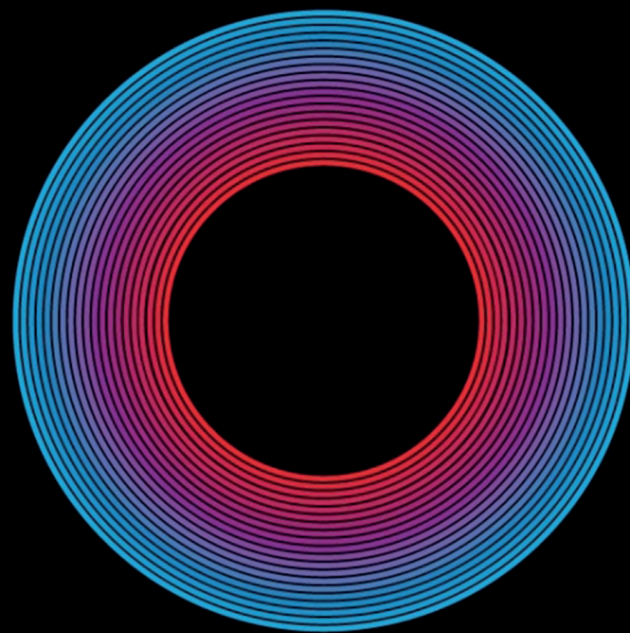


CHAIRE News

la newsletter de la Chaire Modélisation Prospective



Point sur la COP 20
Actu
Agenda

sommaire

février 2015 n°1

LIMA COP 20 | CMP 10



Rédaction : Nadia Maïzi, Sandrine Selosse - Coordination de rédaction : Catherine Auguet-Chadaj - Maquette : Corinne Matarasso

Agenda

5 février 2015 – MINES

ParisTech, Paris - Une conférence de presse pour le lancement officiel de la deuxième édition de la Chaire Modélisation prospective au service du développement durable a eu lieu. Depuis 2008, grandes Écoles, industriels et acteurs institutionnels ont uni leurs efforts autour d'une ambition commune : pérenniser des outils de modélisation sur les enjeux Energie-Climat. En adoptant une démarche prospective, la Chaire a vocation à faciliter la prise de décision à partir de scénarios d'avenir possibles portant sur des questions de politiques énergie et climat, de développement industriel et de choix technologiques. Pour sa deuxième édition, la Chaire est portée par les écoles MINES ParisTech, École des Ponts ParisTech, AgroParisTech, par la Fondation MINES ParisTech et la Fondation de l'École des Ponts, en partenariat avec l'ADEME, EDF, GRT Gaz et SCHNEIDER ELECTRIC. Une conférence de presse est prévue le jeudi 5 février 2015 à 8h30 à MINES ParisTech afin d'officialiser le lancement de cette nouvelle édition.

2 mars 2015 – MINES ParisTech, Paris – Journée de la Chaire

Le rendez-vous annuel de la Chaire se tiendra le 2 mars 2015 à MINES ParisTech, Paris, en présence des représentants de ses partenaires – ADEME, EDF, GRTgaz et SCHNEIDER ELECTRIC –, des experts académiques, industriels et politique du domaine et de la scène internationale. Cette journée sera par ailleurs l'occasion de lancer scientifiquement officiellement le renouvellement de la Chaire. Le thème de cette année portera sur l'évènement attendu de 2015, à savoir Paris Climat 2015 et permettra de débattre des enjeux de ces négociations et de ces grands défis Energie-Climat.

POINT sur la COP 20

La 20ème conférence des Parties qui s'est tenue à Lima au Pérou s'est achevée le 13 décembre 2014, après d'âpres négociations, avec l'adoption de l'Appel de Lima pour l'action sur le climat (The Lima call for Climate action)¹. Cet accord constitue une base de travail pour préparer Paris 2015. Il précise notamment le format des contributions nationales attendues d'ici mars 2015, une méthode commune devant être définie. Même si le degré de précision des informations à fournir a été assoupli sous la pression des pays en développement, les engagements devront faire mention d'informations comme la période d'engagement et l'année de référence, le calendrier de mise en œuvre et la méthodologie de calcul retenue ; ceci afin de rendre possible les évaluations. Avec les annonces du dernier trimestre 2014 sur leurs engagements à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, l'Union européenne, les Etats-Unis et la Chine ont anticipé l'appel. L'Accord permet de prolonger la dynamique lancée par ces annonces, tout en mettant en avant la nécessité d'aller au-delà des actions déjà mises en œuvre. L'ensemble des contributions nationales devront notamment permettre une baisse

de 40 à 70 % des émissions globales d'ici 2050 afin de ne pas dépasser le seuil de 2°C d'augmentation des températures fixé par la Convention.

Adossé en annexe à l'Accord, un projet de texte a été adopté, comprenant de nombreuses options sur les principaux éléments constitutifs (et acceptés par tous) du futur texte. Il aborde divers points

comme la réduction des émissions et l'adaptation, cette dernière prenant désormais une place équivalente à celle de la mitigation ; le mécanisme de « pertes et dommages », les financements, le transfert de technologies, le soutien au renforcement de l'expertise, la transparence et la révision des objectifs. D'autres options incluent une taxe sur les exportations de pétrole des pays en développement vers les pays développés et la création d'une commission internationale pour les obligations relatives aux sources d'énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique².

Cette conférence a certes de nouveau été le terrain de mésententes entre « pays du Nord » et « pays du Sud » mais le texte apporte une reconnaissance des besoins des pays en développement et la réaffirmation du principe de « responsabilité commune mais différenciés ». Reste cependant un point d'achoppement autour de la question des financements : alors que 100 milliards de dollars d'aide sont attendus en 2020, les pays du Sud ne sont pas parvenus à obtenir de précisions sur ce sujet. Le représentant du Soudan, au nom du groupe Afrique, a d'ailleurs déclaré en séance qu'« il sera difficile d'accepter des contributions sans mention des financements (dans les contributions des pays développés) »³. Des garanties financières pour atteindre des objectifs de réduction, mais aussi pour s'adapter au réchauffement climatique sont exigées en contrepartie d'engagements précis et transparents de réduction d'émissions. Reste également à clarifier si le futur accord sera légalement contraignant ou pas, la Chine et l'Inde ayant d'ores et déjà manifesté leur volonté de ne pas avoir un accord trop contraignant...

Enfin, des initiatives ont été prises pen-

dant la COP 20 pour engager et faciliter un dialogue multi-acteurs, incluant notamment la société civile, les entreprises et les autorités locales et régionales. Pour rappeler la nécessité pour les Etats d'intégrer les contributions de tous ces acteurs, une plateforme officielle a été lancée, avec le soutien de l'UNFCCC. Ce Portail pour l'action climat des acteurs non-étatiques (NAZCA)⁴ met en avant la diversité des actions en cours dans le monde pour lutter contre le changement climatique, un moyen de donner confiance aux gouvernements pour s'engager de manière ambitieuse à Paris 2015.

<http://unfccc.int/2860.php#decisions>
<http://www.rtcc.org/2014/12/15/lima-call-for-climate-action-what-was-decided/>

<http://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0204014231902-climat-vers-un-accord-a-minima-a-lima-1074667.php>

<http://climateaction.unfccc.int/>



Edi Assoumou - Centre de Mathématiques Appliquées

Nadia Maïzi - Centre de Mathématiques Appliquées

ACTU

La Chaire MPDD participe à la COP 20

Du 1^{er} au 12 décembre 2014 a eu lieu à Lima la 20ème édition de la « Conférence des Parties » à la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC). Quatre side events y ont été organisés par la Chaire :

Un Side event dans le cadre officiel de l'UNFCCC porté par la Chaire avec la participation du département péruvien de protection des espaces naturels, le SERNANP (Servicio Nacional de Areas Naturales Protegidas por el Peru), intitulé : « Combating climate change in Latin America ». A la table ronde, ont participé aux côtés du directeur du SERNANP, Mr Pedro Gomboa, Nadia Maïzi (CMA), Jean-Charles Hourcade (CIRED), Sébastien Postic (doctorant du CMA en cotutelle avec l'Université du Chili) et Vincent Mazauric (Schneider Electric).

Deux Side events, dans le pavillon européen, organisés par le CMA avec les interventions de Nadia Maïzi, Edi Assoumou, Sandrine Selosse et Vincent Mazauric : l'un portant sur la ville durable et traitant de « La nécessité et l'enjeu de stratégies énergie-climat ambitieuses à l'échelle urbaine » et l'autre sur les engagements des Etats dans le cadre des négociations Climat, proposant plus particulièrement « une analyse carbone des systèmes énergétiques sous l'angle des contributions climatiques régionales ».

Un side event dans le pavillon européen co-organisé par le CIRED et la CDC avec intervention de Jean-Charles Hourcade, sur la question de finance climat. Jean-Charles Hourcade a également participé au side event du LCS-R net.

publis

- S. Bouckaert, E. Assoumou, S. Selosse, N. Maïzi, *A prospective analysis of waste heat management at power plants and water conservation issues using a global TIMES model*, Energy, Volume 68, 15 April 2014, Pages 80-91.
- S. Bouckaert, V. Mazauric, N. Maïzi, *Expanding renewable energy by implementing dynamic support through storage technologies*, Energy Procedia (2014), pp. 2000-2003, DOI information: 10.1016/j.egypro.2014.12.061
- S. Bouckaert, P. Wang, V. Mazauric, N. Maïzi, *Expanding renewable energy by implementing Demand-Response*, Energy Procedia (2014), pp. 1844-1847, DOI information: 10.1016/j.egypro.2014.12.226
- F. Briens, N. Maïzi, *Coping with the complexity of socio-ecological systems: Investigating the Degrowth Paradigm through prospective Modeling*, Ökologisches Wirtschaften 3.2014 (29)
- J.-M. Cayla, N. Maïzi, *Integrating household behavior and heterogeneity into the TIMES-Households model*, Applied Energy (2015) volume 139 pp 56-67.
- M. Drouineau, N. Maïzi, V. Mazauric, *Impacts of intermittent sources on the quality of power supply: The key role of reliability indicators*, Applied Energy 116 (2014) pp 333-43.
- Paul Hugues, *Le futur des biocarburants*, Industrie & Technologies, 2014, pp.57-64.
- N. Maïzi, E. Assoumou, *Future prospects for nuclear power in France*, Applied Energy (2014), pp. 849-859, DOI information: 10.1016/j.apenergy.2014.03.056.
- Sandrine Selosse, Olivia Ricci, *Achieving negative emissions with BECCS (bioenergy with carbon capture and storage) in the power sector: New insights from the TIAM-FR (TIMES Integrated Assessment Model France) model*, Energy, Elsevier, 2014, Pages 967-975
- H.-D. Waisman, C. Cassen, M. Hamdi-Cherif, J.-C. Hourcade, *Sustainability, Globalization, and the Energy Sector Europe in a Global Perspective*, Journal of Environment and Development, SAGE Publications (UK and US), 2014, 23 (1), <http://jed.sagepub.com/content/23/1/101.full.pdf+html>.